

## **DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2025-06-090**

26 juin 2025

### **Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches**

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n°2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2023-858 du 6 septembre 2023 relatif à la fixation des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré le 26 juin 2025,

### **Exposé des motifs**

En avril 2025, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires disposaient de deux mois pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche mutualité a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2023, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

## Décide

### Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche mutualité, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par décret, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

### Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP Mutualité dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**FRANCE  
compétences**

### Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.

Fait à Courbevoie

Le 26 juin 2025

Pierre DEHEUNYNCK  
Président du Conseil d'administration

### **Annexe :**

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

## Recommandations de France compétences à la branche mutualité

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP Mutualité pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

**IDCC concernés (à titre indicatif) : 2128**

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP Mutualité	RNCP35583	Technicien informatique systèmes et réseaux	9449	8800	4000	9424	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP36164	Technicien veilleur de cybersécurité	9449	9424	4000	9424	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP36668	Chargé de gestion en ressources humaines	8990	7672	4000	7672	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP37012	Manager communication d'entreprise	9992	9350	4000	9518	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP37164	Manager Marketing	17076	9350	4000	10313	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP38564	Sciences et ingénierie, Sciences du management - Technologie et Management	8990	7975	4000	8763	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP Mutualité	RNCP38808	Responsable d'activité commerciale et marketing	11000	8800	4000	9367	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP38815	Conseiller clientèle omnicanal bancassurance	10542	9500	4000	10090	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP38822	Expert en architecture et développement logiciel	3850	9078	4000	10952	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP38835	Conseiller en vente directe	8856	8030	4000	8114	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP39039	Démographie (fiche nationale)	9992	9574	4000	9888	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP39088	Testeur logiciels	9449	9051	4000	9351	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP39260	Technicien qualifié en prothèse dentaire (BTMS)	9449	8357	4000	8437	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP39402	Sciences, Enseignement, Médiation (fiche nationale)	8990	8066	4000	8197	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP39484	Diplôme d'études supérieures spécialisées en développement des entreprises et transformation digitale	11500	10679	4000	10679	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP Mutualité	RNCP39532	Graphiste	9449	9337	4000	9337	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP39592	Manager de la communication et du marketing digital	9992	9350	4000	9901	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP39645	Médiateur familial	8990	8626	4000	8985	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP39868	Intervenant médico-technique à domicile pour les prestataires de santé à domicile	9449	8099	4000	8437	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP39977	Responsable green IT	9992	9350	4000	9350	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP40142	Conseiller de vente	8856	8030	4000	8114	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP40146	Chef de projets en solutions blockchain	8990	8800	4000	8800	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP40168	Directeur de projets informatiques	9992	9350	4000	9556	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP40360	Manager marketing et communication	9992	9350	4000	9693	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP Mutualité	RNCP40362	Consultant en management de projets	9992	9350	4000	9665	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP40436	Sciences et ingénierie - Ingénierie responsable et transformations digitales	8990	8415	4000	8535	NON CONFORME

\*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés